



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

11 juillet 2016

Dans ce contexte de la tenue du Sommet de l'Assemblée Parlementaire Francophone, de nombreux partis et acteurs politiques ont haussé le ton, à l'occasion d'une rencontre qui s'est tenue à Andrefan'Ambohijanahary, pour critiquer la gouvernance du régime en place et par conséquent, réclamer son départ du pouvoir. Par ailleurs, l'adoption par les députés du Code de Communication retient l'attention de la presse parue ce jour, notamment l'interpellation des parlementaires francophones ainsi que la tenue demain d'une grande marche de contestation.

Politique interne

« MITSANGANA RY MALAGASY », L'OPPOSITION RECLAME LA DEMISSION DE HERY RAJAONARIMAMPINANINA

Face à la situation sensible qui prévaut actuellement, en raison principalement des différents foyers de tension qui se multiplient à travers la Grande île et particulièrement, la mauvaise gouvernance du régime en place, des partis et acteurs politiques de divers horizons ont tenu une rencontre en présence des journalistes et ont, à cette occasion, mis en place un mouvement de contestation dénommé « Mitsangana ry Malagasy », traduit littéralement Malgaches, lèves-toi. Cette réunion a vu la participation de figures politiques majeures et de nouvelles formations, à l'instar de l'Antoko Politika Madio dirigé par l'artiste-politicien Alban Rakotoarisoa. La plateforme ARMADA, réunissant les partis politiques s'opposant à la gouvernance Rajaonarimampianina, constitue la base principale de ce mouvement. Ont en effet répondu présents à cette réunion les leaders du MAPAR, MMM, Hiaraka Isika, AVANA et Parti Vert, qui sont respectivement la députée Christine Razanamahasoa, les anciens candidats aux dernières présidentielles Hajo Andrianainarivelo, Camille Vital, Jean Louis Robinson et Patou Georget. D'autres anciens candidats à la magistrature suprême ont également adhéré à ce mouvement de contestation, pour ne citer que Vahombey au nom du FAMA et Sylvain Rabetsaroana du FDP et non moins hôte de cette rencontre. S'ajoutent à ces derniers, d'importantes figures politiques, en l'occurrence l'ancien Premier ministre Omer Beriziky, l'ancien ministre Alain Andriamizeza, l'ancien parlementaire de la Transition Joseph Yolland, Hery Raharisaina du MJP et Holijaona Raboanarijaona de l'Emergence de Madagascar. L'Association des Anciens Militaires a également été représentée lors de cette réunion, pareillement à l'actuel député du District de Soalala Houssen Abdallah. Les premières prises de paroles ont mis en exergue les points noirs de la gouvernance du régime Rajaonarimampianina, aboutissant à différents foyers de tension et rendant davantage difficile le quotidien de la population. Les différents discours ont ainsi dénoncé l'insécurité grandissante, la corruption généralisée notamment au sommet de l'Etat, le fait que les tenants du pouvoir privilégient leur intérêt personnel au détriment de la population, l'expropriation des Malgaches afin de céder des terrains aux étrangers, la récente inflation qui aboutira à la hausse des transports en commun, le non-respect des textes en vigueur par les dirigeants et surtout, l'intention du régime de « museler » leur adversaire politique, la presse et le citoyen en général en leur privant de leur liberté d'expression. Aux termes des différentes interventions,

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



l'assemblée a par conséquent réclamé la démission de Hery Rajaonarimampianina et ce, en scandant leur cri de ralliement : « Miala ela », littéralement « Dégage ». Les participants au mouvement « Mitsangana ry Malagasy » disent privilégier l'action au lieu de la parole et ont ainsi décidé de renforcer les rangs des journalistes et de la société civile, dans le cadre de leur « Grande marche » qui se tiendra demain en vue de manifester leur opposition contre l'adoption du Code de Communication. De nombreuses parutions ont considéré cette initiative comme l'émergence de l'Opposition dans la Grande île. (L'Express de Madagascar p.5 ; Les Nouvelles p.3, Midi Madagasikara p.3, Madagascar Laza p.3 ; La Gazette de la Grande île p.13 ; Tia Tanindrazana p.3, Madagascar Matin p.3, La Vérité p.3).

- *Tout en précisant que seize formations politiques constituent réellement le mouvement Mitsangana ry Malagasy, L'Express de Madagascar fait remarquer que les meneurs sont en grande majorité des acteurs de la période transitoire et de la Révolution de 2009, pareillement à l'actuel Chef de l'Etat. Le journal estime par conséquent, d'une part, que certains des leaders de ce mouvement de contestation semblent se complaire à fortifier les excès, la mauvaise gouvernance et la corruption héritée de la Transition et d'autre part, que la démarche ainsi que les arguments qui y ont été véhiculés sont similaires aux leitmotifs ayant conduit à l'intronisation de l'ancien Président de la Transition. Le quotidien précise d'ailleurs que des appels à « l'insurrection populaire » et à la « descente dans la rue » ont été entendus dans les discours. (p.5)*
- *Midi Madagasikara met l'accent sur l'absence du parti TIM à cette rencontre d'Andrefan'Ambohijanahary, son leader Marc Ravalomanana étant d'ailleurs absent du pays. Le quotidien informe par conséquent que l'ancien parti au pouvoir se prononcera sur sa position dans 48 heures mais doute néanmoins de son adhésion au mouvement étant donné qu'il est, d'une part, représenté au sein du Gouvernement Mahafaly et d'autre part, est encore lié au sort de l'entreprise Tiko, appartenant à l'ancien Président. Selon le député du parti Felix Randriamandimisoa, le TIM pourrait adhérer à ce mouvement étant donné que ses parlementaires n'ont pas voté en faveur du Code de Communication (p.3)*
- *Dans un article d'opinion intitulé « un remake de 2009 enclenché pour réclamer une convention politique ? », Madagascar Laza se demande si la réédition du putsch de 2009 ne serait pas en train de se mettre en place étant donné qu'il s'agit des mêmes acteurs et des mêmes procédés, notamment la demande de démission du Président de la République. Le quotidien s'interroge ainsi si le but n'est pas finalement d'aboutir à une convention politique et ainsi à une gouvernance consensuelle, une finalité qui aurait d'ailleurs été précisée par une source qu'elle a contactée. A travers son analyse, le journal estime que ce mouvement vise également à isoler la Grande île en entreprenant des « actions de déstabilisation » alors que Madagascar est suspendu à la décision du FMI concernant le déblocage des aides financières pour le développement (p.3)*
- *Le mouvement « Mitsangana ry Malagasy » entend réclamer l'ouverture de la place de la Démocratie d'Ambohitovo aux évènements politiques. (Les Nouvelles p.3)*
- *Selon La Vérité, le régime semble craindre ce mouvement de contestation, raison pour laquelle il a dépêché dans les environs des agents de renseignement et des éléments des forces de l'ordre (p.3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Economie et société

ADOPTION DU CODE DE COMMUNICATION, DES ACTIONS DE CONTESTATION SE POURSUIVENT

Le monde de la presse poursuit les actions de contestation face à l'adoption du Code de Communication par les deux Chambres du Parlement, notamment le contexte dans lequel les députés ont voté en faveur du texte soumis par l'Exécutif. Il profite ainsi de la tenue dans la capitale du Sommet des Parlementaires Francophones pour interpeller ses participants sur le sujet et ce, à travers une lettre ouverte qui leur est adressée et qui a été rédigée conjointement par le Groupement des Editeurs de Presse d'Information Multimédia de Madagascar, l'Ordre des journalistes et le mouvement pour la liberté d'expression. Cette lettre ouverte rappelle ainsi aux parlementaires francophones que ce Sommet se tient dans un contexte sombre pour la Démocratie, la liberté de presse et la liberté d'information en raison de l'adoption au « forceps » du Code de Communication par les députés, un texte qui s'avère pourtant incontestablement liberticide. Ses auteurs mettent ainsi en exergue les conditions d'adoption par l'Assemblée nationale qui « sont loin d'honorer les fonctions parlementaires », « un examen expéditif ainsi qu'un amendement très mal à propos », « une parodie de débats parlementaires avant le vote car il s'agissait davantage d'attaques en règle contre la presse », « des refontes unilatérales en profondeur par l'Exécutif pour en faire un Code de répression ». Les auteurs de cette lettre adressée aux participants au 42^{ème} Sommet des parlementaires Francophones ont également mis l'accent sur le travail de plusieurs années, mené de manière inclusive et consensuelle et ayant permis d'aboutir à un projet de texte accepté par tous. (L'Express de Madagascar p.3). Par ailleurs, les journalistes et la société civile tiendront demain une grande marche de contestation en vue de dénoncer l'adoption en forçant d'un Code de Communication portant atteinte à la liberté d'expression et de presse. Ladite marche partira d'Ankorondrano en vue de rejoindre la stèle de l'Ordre des Journalistes, située devant la gare de Soarano. (Midi Madagasikara p.3)

- *Au micro de la Radio France Internationale, le président de la Commission de l'Education et de la Communication de l'Assemblée Parlementaire Francophone a déclaré que l'adoption de ce texte qui menacerait la liberté de la presse et d'expression sera débattue lors de ce 42^{ème} Sommet et ce, bien qu'elle ne figurait pas dans l'ordre du jour préétabli. Didier Berberat a ainsi émis son souhait à ce qu'une solution permette aux journalistes malgaches de travailler en toute liberté tout en rappelant que liberté implique éthique et responsabilité (Midi Madagasikara p.3)*
- *En marge de la cérémonie de lancement du programme English Access Microscholarship, l'ambassadeur des Etats-Unis a exprimé ses regrets quant à l'adoption du Code de Communication, un texte final qui diffère largement du projet de loi initial et qui pourtant, est le fruit des efforts et de la concertation entre les parties prenantes, notamment les partenaires techniques et financiers, les médias et le ministère de la Communication. Il aurait ainsi apprécié que ces initiatives se poursuivent tout en se réjouissant néanmoins que des amendements aient été apportés au texte final et plus particulièrement l'initiative d'abrogation de l'article 20 portant sur la cybercriminalité (Madagascar Laza p.9 ; Les Nouvelles p.2)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



- Dans son éditorial, **Les Nouvelles** estime que le forcing dans l'adoption du Code de Communication et surtout le fait que ce texte bafoue autant la Constitution que les principes universels des droits de l'Homme pourront amener à la fin du régime Rajaonarimampianina. Le journal repose son argumentation sur l'émergence d'un mouvement de l'Opposition qui n'attendait qu'une faille pour se manifester. (p.3)
- De l'opinion de **Madagascar Matin**, la Grande île et plus particulièrement ses parlementaires se retrouvent ridiculisés devant le monde entier pour avoir adopté un texte bafouant la Démocratie et ce, par des méthodes non conventionnelles. Le quotidien s'interroge par conséquent sur la manière dont les dirigeants vont réagir face à ce problème car ces parlementaires francophones ne pourront être amadoués par les habituelles balivernes et les mallettes (p.2)
- Dans un article d'opinion, **La Gazette de la Grande île** s'interroge sur les raisons ayant amené les tenants du pouvoir de vouloir museler la presse et la population. A travers son analyse, le journal estime que cette intention est justifiée par la volonté d'étouffer les rumeurs sans fondement qui peuvent dans ce cas être justifiées, de cacher les difficultés vécues au quotidien par la population et de pénaliser les éventuels adversaires pour les présidentielles de 2018 (p.4)
- Selon **Tia Tanindrazana**, la guerre est déclarée entre le vice-président de l'Assemblée nationale Freddy Mahazoasy et les professionnels des médias car ce dernier a déclaré aux journalistes locaux d'Antsiranana que le Code de Communication vise à gérer les journalistes « djihadistes ». Une qualification qui est considérée comme une insulte compte tenu de la représentation de ce terme (p.3)

Relations internationales

LA SG DE L'OIF SEJOURNE DE NOUVEAU AU PAYS

Michaëlle Jean, la Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie, séjournera dans la Grande île, pour la seconde fois cette année. Son second passage au pays intervient plus précisément dans le cadre de la tenue du 42^{ème} Sommet de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie. Elle devrait donc logiquement prononcer un discours devant les 300 parlementaires prenant part à cet événement. De l'opinion de **Madagascar Laza**, le discours du numéro un de l'OIF devrait porter sur les valeurs et stratégies de son organisation ainsi que son historique. Le quotidien révèle par la même occasion l'agenda de la SG de l'OIF lors de ce séjour au pays et qui se révèle chargé. Il est effectivement prévu que Michaëlle Jean rencontre le Président de la République et la Chef de la diplomatie, qu'elle honore de sa présence la cérémonie d'inauguration du Bureau Régional de l'OIF et qu'elle s'entretienne avec les étudiants en Tourisme et Hôtellerie, plus précisément les bénéficiaires d'une formation continue mise en place grâce à un appui de l'OIF. D'ailleurs, 900 jeunes malgaches seront impliqués dans l'organisation du Sommet de la Francophonie, dans le volet touristique (p.2 ; **Tia Tanindrazana p.8**)

- Les femmes parlementaires membres de l'APF se sont réunies avec leurs pairs de Tsimbazaza samedi dernier et ce, afin d'échanger sur l'égalité hommes-femmes. Près d'une cinquantaine de députés ont pris part à cet échange. En plus des échanges

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



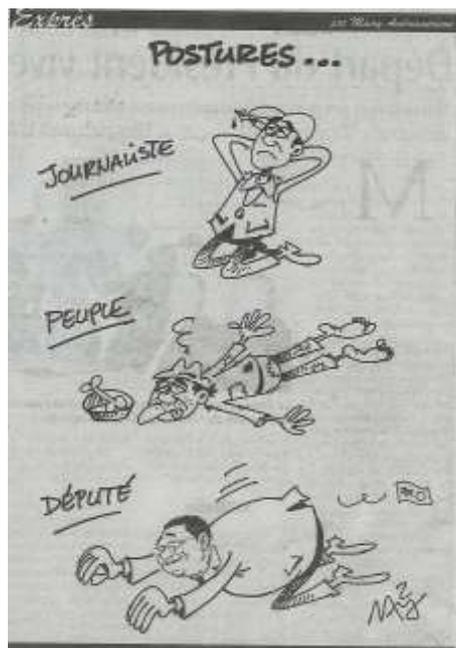
d'expériences, le débat portait principalement sur la nécessité de réformes sur les textes portant sur la parité et égalité des sexes (**Les Nouvelles p.3**)

- Un important dispositif de sécurité est actuellement constaté dans la capitale. Les forces de l'ordre sont effectivement omniprésentes à divers endroits stratégiques. Il s'agit d'une mise sous haute surveillance d'Antananarivo et de ses environs et ce, en raison de la tenue de la première rencontre internationale que Madagascar accueillera cette année : le 42^{ème} Sommet de l'APF. (**L'Express de Madagascar p.5, Les Nouvelles p.5**)

Style et déontologie

Afin de marquer leur opposition et de dénoncer l'adoption du Code de Communication qu'ils jugent liberticide, la grande majorité des quotidiens publient sur leur Une un encart comportant le nombre de jours depuis l'entrée en vigueur du « Code de répression » ainsi qu'un extrait de l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, portant sur la liberté d'opinion et d'expression.

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p.3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrakaza@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne